### **OUTSOURCE THIS?**

# Les salariés américains, le déficit d'emploi et la solution de la juste mondialisation Avril 2004

Tim Costello est intervenu dans le séminaire sur les délocalisations qui a eu lieu lors du FSE de Londres. Il est un des auteurs d'un article de 36 pages disponible en anglais à l'adresse suivante http://www.fairjobs.org/docs/OutsourceThis!.pdf

Le texte qui suit est la traduction d'un résumé inclus dans ce document.

#### 1. Les « nouvelles délocalisations »

Les délocalisations d'emplois industriels existent depuis longtemps au sein de l'économie mondiale. Mais la délocalisation à l'étranger d'emplois de « cols blancs » et de tâches intellectuelles représente une nouvelle phase dans l'économie, et plus particulièrement dans la politique, de la mondialisation. Pour la première fois, la *majorité* des salariés américains sont maintenant contraints de faire face aux délocalisations en tant que menace pour leur niveau de vie et les perspectives d'avenir de leurs enfants.

On estime que dans les 10 ans, le nombre d'emplois de « cols blancs » menacés aux USA par les délocalisations serait compris entre 3,3 et 14 millions. Certains économistes expliquent que le nombre d'emplois menacés est important parce qu'il est relativement facile de délocaliser beaucoup d'emplois dans les services nécessitant davantage de travail qualifié ainsi que de communications à haut débit. (pages 3-4)

S'il y avait beaucoup d'emplois disponibles, les délocalisations ne seraient pas un problème important. Mais il y a un déficit d'emplois corrects à travers le monde. Les USA ont en train de vivre la plus longue période de pertes massives d'emplois depuis la fin de la grande dépression des années 30.

Les délocalisations doivent être abordées dans le contexte d'un déficit global d'emplois. Les entreprises et les investisseurs exploitent cela pour transférer le travail là où son coût est le moins élevé, et là où les gouvernements sont les plus en difficulté et pour cette raison procurent les subventions les plus élevées ainsi que les réglementations environnementales et sociales les plus faibles.

Cette caractéristique première des délocalisations ne disparaîtra pas d'elle-même. Le déficit global d'emploi est un problème qui doit être pris en charge par les peuples du monde aux niveaux local, national et international. Il ne peut pas être résolu en tentant de protéger les emplois des salariés d'un pays au dépens des salariés des autres pays.

## 2. Pourquoi les emplois partent-ils à l'étranger ?

Réduire les coûts est la principale raison des délocalisations. Comme le dit un PDG, « Vous pouvez avoir trois ou quatre programmeurs pour le prix d'un. En tant que compagnie de logiciels, vous pouvez en même temps diviser par deux le nombre de vos programmeurs, diminuer vos coûts, et augmenter votre profitabilité. C'est une bonne affaire » (page 5)

Cependant, la nouvelle vague de délocalisations n'est pas uniquement déterminée par la possibilité de réaliser des profits. Elle est avant tout une réponse au problème de surcapacité qui affecte de nombreuses industries. La surproduction qui touche le marché mondial a pour conséquence qu'une entreprise n'a pas beaucoup la possibilité d'augmenter ses prix pour maintenir ses profits, parce que quelqu'un, quelque part, produira et vendra pour moins cher. Pour cette raison, les entreprises cherchent à payer moins cher les salariés afin d'améliorer leur profitabilité tout en conservant des prix compétitifs (page 6)

### 3. L'impact des délocalisations

L'impact des délocalisations est de très loin supérieur au nombre relativement limité de travailleurs qui perdent réellement leur emploi. Un effet encore plus important est le pouvoir que les employeurs obtiennent à travers la menace de transférer les emplois.

Aux USA, les ouvriers de l'industrie ont vu leur salaire réel baisser. De la même façon, tous ceux dont l'emploi peut être déplacé vers des endroits où les salaires sont plus bas, voient aujourd'hui leur rémunération stagner ou baisser, même si relativement peu d'emplois sont réellement transférés (page 6).

Les délocalisations ont également d'importantes conséquences au niveau macro économique. C'est un facteur majeur dans la remontée actuelle de chômage. Normalement, dans la phase actuelle du cycle économique des USA, les salaires du privé auraient dû croître de 8 % en termes réels. Au lieu de cela, en deux ans d'expansion, ils ont baissé de presque 1 %, ce qui équivaut à un manque à gagner de 350 milliards de dollars en terme de pouvoir d'achat des consommateurs.

# 4. « Libre échange » contre « commerce juste » : un débat menant à une double impasse

Alors que le déficit global d'emplois est au cœur de la crise économique actuelle, le débat économique actuel aux USA place rarement le problème des salariés américains dans ce contexte. Au lieu de cela, les problèmes sont ramenés au débat plusieurs fois centenaire d'avant la mondialisation qui oppose le « libre échange = free trade » au « juste commerce = fair trade » ou protectionisme.

Chacune de ces positions comporte une part de vérité.

Les partisans du « commerce juste » ont raison lorsqu'ils expliquent que la forme actuelle de mondialisation a des effets désastreux sur le monde du travail, les diverses communautés et l'environnement.

Mais les partisans du « libre échange » ont également raison lorsqu'ils expliquent que chercher seulement à empêcher les emplois de s'en aller à l'étranger c'est se condamner soimême à l'échec. La conséquence habituelle, et involontaire » des stratégies économiques nationalistes dans une économie mondialisée, n'est pas de permettre l'épanouissement de l'économie domestique, mais au contraire de déboucher sur la guerre commerciale.

Aucune de ces deux positions ne prend en compte de façon adéquate le fait que le « commerce » ne représente qu'une petite partie de la rupture historique que l'on appelle mondialisation. L'économie mondialisée d'aujourd'hui ne peut plus être comprise comme un système d'économies nationales ayant des échanges commerciaux entre elles. C'est fondamentalement un système international de marchés, d'entreprises et d'institutions mondiaux, qui traversent les frontières nationales. (page 12)

### 5. Des idées économiques reposant sur la foi

L'idée que les emplois délocalisés seront inévitablement remplacés par d'autres relève davantage de la foi religieuse que d'une argumentation rationnelle.

Les avocats de la mondialisation expliquent que les salariés américains dont l'emploi a été transféré à l'étranger peuvent trouver un nouvel emploi en remontant dans la chaîne de valeur. Mais avec l'ampleur du nombre d'emplois intellectuels hautement qualifiés qui sont délocalisés, la question à laquelle ils sont incapables de répondre est quels seront les emplois qui seront crées et pourquoi ils ne seraient pas à leur tour délocalisés ? (page 13)

Les descendants des travailleurs indiens du textile dont l'emploi est parti vers la Grande-Bretagne sont tombés dans la pauvreté pendant des générations. Aux USA, les villes industrielles du Nord-Est dont les usines sont parties vers le Sud il y a un siècle restent aujourd'hui des régions frappées par la pauvreté. Les villes aux couleurs de rouille comme

Detroit et Akron qui ont perdu leur tissu industriel suite à la mondialisation des années 1970-1980 ont connu une brève renaissance dans les années 1990, mais sont aujourd'hui retombées dans le bourbier du déclin industriel. (page 14)

## **6.** Une alternative : une juste mondialisation

Un « commerce juste » n'est pas suffisant. La création de bons emplois nécessite une « juste mondialisation ». (page 17)

Un rapport récent de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) <www.ilo.org>, intitulé « Une juste mondialisation – créer des opportunités pour tous », propose un cadre pour une nouvelle approche du déficit d'emplois au niveau mondial. Sortant d'un débat sur le « juste commerce », la « juste mondialisation » propose d'agir au niveau local, national et mondial pour créer suffisamment d'emplois décents au niveau mondial (pages 19-25).

La juste mondialisation nécessite d'agir simultanément à plusieurs niveaux. Au niveau national cela implique :

- des mesures immédiates pour aider les salariés et les communautés impactés par les pertes d'emplois,
- une protection sociale élargie et renforcée,
- un renforcement du secteur public,
- une stratégie de créations d'emplois directs pour satisfaire les besoins sociaux urgents en utilisant les compétences disponibles,
- la remise en place du pouvoir de négociation collective des salariés par le biais d'une politique des pouvoirs publics qui soutienne les organisations de salariés,
- une nouvelle politique fiscale qui redistribue la richesse vers le bas,
- la rupture culturelle et politique avec l'idée que la société se réduit à un grand marché, et la réaffirmation de l'importance des « biens communs ». (pages 25-28)

Mettre en place une juste mondialisation nécessiterait la reconnaissance que l'économie mondiale est tellement interconnectée que pas un seul pays – pas même les USA – ne peut résoudre seul ses problèmes. Agir au niveau international nécessiterait d'inverser les politiques du FMI et de la Banque mondiale qui, au lieu d'être basées sur les besoins fondamentaux des peuples, ont ordonné aux pays en voie de développement de détruire leurs systèmes de protection sociale, de démanteler les administrations, et d'éliminer les protections légales dont bénéficiaient les salariés. Et cela afin d'assurer le service de la dette.

Mettre fin aux programmes d'austérité du FMI et de la Banque mondiale, et abolir la dette du Tiers Monde aidera à promouvoir l'emploi, augmentera la demande globale de l'économie de mondiale. Cela facilitera également la réduction des formes inappropriées de délocalisation en permettant aux pays en voie de développement d'utiliser leurs ressources pour satisfaire les besoins de leurs propres populations en matière de bien-être et de développement, plutôt que de se lancer dans un effort désespéré pour attirer les emplois existant dans d'autres pays. (page 24)

### 7. Le rôle des mouvements sociaux

Définir et mettre en place une stratégie de juste mondialisation ne pourra pas se faire sans une action des salariés et des mouvements sociaux. Heureusement, les forces qui peuvent promouvoir un programme d'action pour une juste mondialisation proviennent de ce ceux qui luttent pour la justice dans le monde, du mouvement ouvrier international, ainsi que d'autres mouvements sociaux. Des évènements comme le Forum Social mondial sont des lieux pour débattre d'un tel calendrier. (pages 29-31)

### 8. Une nouvelle opportunité

Aux USA, l'impact de l'opposition à la mondialisation injuste, renforcé par l'anxiété concernant les délocalisations, peut apporter un large soutien public à ce mouvement. Aux USA, de récents et fiables sondages d'opinion montrent, qu'en dépit d'une anxiété concernant la mondialisation, la population aspire à une juste mondialisation. Elle veut une mondialisation qui reconnaisse la valeur de la multiplication des possibilités d'échanges, qui ne soit pas isolationniste, et qui soit plus juste pour les peuples des USA et du monde entier. (page 31)

Les mouvements sociaux impliqués dans la question de la justice sociale dans le monde doivent se tourner vers des positions répondant au problème du déficit global d'emplois. Bien que la réforme des règles commerciales et des traités internationaux pour y inclure des garanties pour les salariés ait une valeur en elle-même et doit être vigoureusement poursuivie, de telles réformes ne résoudront pas le problème du déficit global d'emplois.

Ni des aides financières publiques, ni de nouvelles taxes ou des mesures protectionnistes n'auront beaucoup d'effet dans une économie déjà mondialisée. (page 32)

Les réactions face aux délocalisations a fait de l'emploi un des thèmes de l'actuelle campagne présidentielle. Un calendrier de lutte pour l'emploi dans le cadre d'une juste mondialisation devrait être défini et mis en œuvre par ceux qui militent pour la justice sociale à l'occasion de la campagne électorale actuelle. (page 33)